



Mobilités en Centre-Val de Loire : la Région lance une concertation, les habitants attendent des solutions

La mobilité est une condition essentielle de l'accès à l'emploi, aux soins, à la formation et aux services publics. Pourtant, en Centre-Val de Loire, la dépendance à la voiture continue de progresser. Entre 2019 et 2024, elle a augmenté de 7 %, faisant de notre région une des seules régions de France où cette tendance n'est pas enrayée.

Dans ce contexte, l'annonce par le président de Région d'une grande consultation sur les mobilités pose une question simple : après plusieurs années de constats et d'études, quand viendra le temps des décisions ?

Les difficultés de déplacement sont déjà parfaitement identifiées. Chaque jour, des milliers d'actifs, d'apprentis, de soignants ou de familles sont confrontés à l'absence d'alternatives crédibles à la voiture individuelle. Dans une région composée à plus de 90 % de communes rurales, les réponses apportées jusqu'à présent ne sont manifestement pas à la hauteur des besoins.

Alors que plus de 80 % du budget transport de la Région est consacré au ferroviaire, l'offre TER progresse quatre fois moins vite que dans les autres régions françaises depuis 2019. Le train ne peut d'ailleurs à lui seul répondre aux besoins de nombreux territoires ruraux et périurbains où la voiture restera encore longtemps indispensable. Pendant ce temps, l'offre de transport du quotidien demeure insuffisante, notamment dans les territoires ruraux et périurbains où les solutions complémentaires peinent à émerger. A titre d'exemple, notre région est la dernière de France en nombre de stations de covoiturage avec 53 stations contre 672 en Auvergne-Rhône-Alpes.

La majorité régionale persiste dans des choix coûteux et inefficaces. La gratuité des transports pour les jeunes le week-end mobilise plusieurs millions d'euros chaque année sans répondre à l'enjeu principal : augmenter l'offre de transport du quotidien attendue par les habitants.

« Les transports sont la première compétence de la Région. Après vingt ans à la tête de la Région, lancer une nouvelle consultation alors que la dépendance à la voiture ne cesse d'augmenter ressemble à un aveu d'échec. Les habitants attendent des résultats, pas un diagnostic supplémentaire » Marc FESNEAU

Le Groupe CDRC a pourtant formulé des propositions pragmatiques, régulièrement rejetées par la majorité :

- la création d'un service express routier régional (cars express et lignes de covoiturage) pour augmenter sensiblement l'offre entre périphéries et centres urbains ;
- un service public de location longue durée de vélos électriques, adapté aux zones rurales et périurbaines ;
- un plan ambitieux de déploiement de pôles d'échanges multimodaux notamment dans les zones rurales et périurbaines ;
- l'ouverture à la concurrence d'une partie du réseau TER dès 2030 pour améliorer l'offre de trains et dégager des marges financières ;
- une accélération du déploiement des bornes de recharge électrique car la voiture électrique est un élément clé de la transition de la mobilité dans de nombreux territoires, notamment ruraux.

Alors que la dépendance à la voiture continue d'augmenter, faire de 2026 une nouvelle année de concertation reviendrait à repousser des décisions attendues depuis longtemps par les habitants.

Le groupe CDRC participera au débat annoncé par le président de Région. Mais il continuera surtout à défendre des solutions concrètes, rapidement déployables et adaptées aux réalités des territoires ruraux, périurbains et urbains.

Marc Fesneau
Président du groupe CDRC